

RESSERRER LES LIENS

DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES AU PROFIT DES PETITS PRODUCTEURS



“

Rendre les chaînes de valeur plus inclusives, c'est permettre aux petits producteurs d'accéder à des marchés qui leur étaient jusqu'à présents refusés. Encore faut-il, pour y parvenir, créer un environnement favorable au commerce international et local, améliorer la circulation de l'information grâce, notamment, à l'adoption des nouvelles technologies numériques, et, plus encore, encourager la volonté d'innover.”

**Michael Hailu,
Directeur du CTA**

La conférence “Resserrer les liens” a été organisée par le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) avec l'appui de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et la contribution majeure des organisations suivantes : l'Union africaine (UA), l'Agence française de développement (AFD), Agri-ProFocus, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le Centre pour l'innovation dans le développement (CDI) de l'Université de Wageningen (WUR), le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (DCED), Fairtrade Africa, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), l'Organisation néerlandaise de développement (SNV), le programme Pip du Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF).



RÉDACTION

Charlie Pye-Smith

COORDINATION

Stéphane Gambier, CTA
Anne Legroscolard, CTA

RÉVISION

Vincent Fautrel, CTA
Lamon Rutten, CTA
Andrew Shepherd, CTA

RELECTURE

Anne Perrin, France

GRAPHISME

Stéphanie Leroy, France

MISE EN PAGE

Flame Design, Afrique du Sud

TRADUCTION

Brussels Language Services, Belgique

IMPRESSION

Pure Impression, France

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Page de couverture:

En haut : © Jane Hahn/Panos/
Hollandse Hoogte

En bas : © Akintunde Akinleye/Reuters
4^{ème} de couverture : © Fairtrade Africa

CTA 2013 – ISSN

2212-6384

TABLE DES MATIÈRES

4

REPÈRES POLITIQUES

Moderniser les chaînes de valeur

8

INTRODUCTION

À la recherche de chaînes de valeur inclusives

14

CHAPITRE 1

Créer un environnement favorable à la croissance

20

CHAPITRE 2

Le pouvoir de l'information

26

CHAPITRE 3

L'équilibre instable du commerce mondial

32

CHAPITRE 4

Approches novatrices



Michael Hailu, Directeur du CTA, en discussion lors de la Conférence "Resserrer les liens" à Addis-Abeba, Ethiopie.

Moderniser les chaînes de valeur

La conférence “Resserrer les liens” s’est penchée sur de nombreuses questions politiques.

Vous trouverez ci-dessous les principaux thèmes abordés. Ils portent notamment sur l’amélioration des liens entre les petits producteurs et les acheteurs, le développement du commerce intra-régional, la promotion d’un environnement favorable et l’amélioration du financement des chaînes de valeur.

1. Les petits producteurs sont essentiels au développement agricole. Il semble indispensable de les renforcer. La taille des exploitations augmentera sans doute mais les petites exploitations devraient demeurer la norme dans les régions ACP durant les années à venir. Les politiques doivent en tenir compte, faire face aux contraintes auxquelles les petits producteurs sont confrontés et faciliter leur développement. L’agriculture doit être source de profits et cela passe par un secteur privé fort.
Les gouvernements ont, à cet égard, un rôle majeur à jouer qui passe par la mise en place de législations favorables.
2. Même si les exploitations agricoles demeureront relativement petites, la conférence a clairement établi qu’elles ne sont pas condamnées à rester pauvres. Des chaînes de valeur plus efficaces, des liens plus étroits entre acheteurs et producteurs peuvent entraîner les revenus à la hausse. Ces liens renforcés, notamment grâce à l’agriculture contractuelle, dépendent de l’instauration d’un climat de confiance entre l’ensemble des acteurs d’une chaîne.
3. Les contraintes du développement des chaînes de valeur, en particulier au niveau du commerce intra-régional, ont fait l’objet d’études fréquentes et sont bien connues. Il faut à présent laisser la place à l’action. Les gouvernements doivent envisager: de prendre des mesures garantissant que tous les responsables concernés sont conscients des règles en vigueur et de leur évolution ; d’élaborer des mécanismes permettant de faire état des violations aux règles ; d’organiser des réunions multi-acteurs afin de débattre de la mise en œuvre de la législation existante ; et de garantir que leurs politiques sont conformes aux engagements commerciaux régionaux existants.
4. Les gouvernements doivent tenir compte des coûts et des bénéfices des diverses décisions d’allocation des ressources. Il sera

très probablement moins avantageux de dépenser les fonds en subventions agricoles plutôt qu'en infrastructures de développement et en actions de renforcement des services de vulgarisation et de recherche agricole. Les gouvernements devraient accorder une attention particulière à la mise en place d'un environnement favorable afin de faciliter les échanges commerciaux.

5. À lui seul, le secteur privé peut développer des chaînes de valeur rentables. Cependant, obtenir ce résultat à grande échelle nécessite la participation d'un personnel d'encadrement qualifié. La formation sur les questions liées aux entreprises agricoles et aux chaînes de valeur est actuellement limitée dans les universités ACP. Les gouvernements doivent soutenir leurs institutions universitaires afin de mettre au point des cursus adaptés. La collaboration régionale permettra d'y parvenir.
6. L'amélioration de la communication entre les secteurs public et privé est essentielle. La conférence a recommandé que les gouvernements facilitent l'accès des représentants du secteur privé aux discussions portant sur les politiques. Ils doivent également encourager la formation d'associations représentant tous les acteurs engagés autour d'un produit spécifique, y compris les producteurs et leurs organisations, afin d'assurer un lien formel entre les industries et les décideurs politiques.
7. Les partenariats public-privé permettent aux chaînes de valeur de se développer largement et doivent être promus par les gouvernements. Quelques exemples :
 - l'investissement du secteur privé dans des usines de transformation, avec un investissement du gouvernement dans les routes et autres infrastructures ; le soutien du secteur privé à l'introduction de nouvelles cultures pour les petits producteurs, avec des améliorations variétales fournies par les centres de recherche publics ; et l'extension de l'aide du secteur public aux opérations d'agriculture contractuelle.
8. Les technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier les technologies web et mobiles, peuvent améliorer l'efficacité des chaînes de valeur et les revenus des producteurs. Elles seront rapidement adoptées si elles se justifient d'un point de vue économique. Les gouvernements qui n'ont pas encore libéralisé leur secteur des télécommunications perdent en efficacité dans tous les secteurs, pas seulement dans l'agriculture.
9. Les chaînes de valeur sont en principe faciles à financer: l'organisme de financement peut s'assurer d'être remboursé en s'appuyant sur le maillon le plus solide de la chaîne. Mais si de tels exemples de financement des chaînes de valeur ont été concluants dans de nombreux pays, les banques des pays en développement en sont peu informées. Ces solutions sont donc toujours peu appliquées. Il faut surmonter cet obstacle afin que les chaînes de valeur non traditionnelles (qui sont moins intéressantes pour les banques occidentales les plus actives dans le financement des chaînes de valeur) puissent prospérer, notamment dans le commerce Sud-Sud. ■



Participants assistant à la présentation de l'expert en chaînes de valeur David Hughes.

© CTA

À la recherche de chaînes de valeur inclusives

Une grande conférence sur le développement des chaînes de valeur pour les petits producteurs – la plus importante jamais organisée sur ce thème – a rassemblé plus de 500 participants à Addis-Abeba, en Éthiopie. La conférence portait sur la création de chaînes de valeur efficaces, orientées vers les marchés, afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer le bien-être de dizaines de millions de petits producteurs.



©FAO/Simon Maina

Transaction financière entre Masaï lors d'un marché aux bestiaux.

Dans de nombreux pays en développement, l'agriculture est la colonne vertébrale de l'économie. Par exemple, en Afrique subsaharienne, 65% de la main-d'œuvre à plein temps participe à la production alimentaire et l'agriculture contribue à 25-30% du produit intérieur brut (PIB) et à la moitié des revenus des exportations. Les petits producteurs assurent approximativement 80% de la production alimentaire en Afrique subsaharienne. Pourtant, nombre d'entre eux demeurent désespérément pauvres. En effet, 70% des populations les plus pauvres dans le monde vivent dans des zones rurales et la majorité participe à la production alimentaire.

“Dans de nombreuses régions du monde en développement, l'agriculture doit évoluer en passant d'une occupation majoritairement de subsistance à une activité gérée comme une entreprise et générant suffisamment de revenus pour permettre aux petits producteurs d'améliorer leur subsistance et de contribuer davantage à l'économie”, a déclaré le directeur du CTA, Michael Hailu, dans son discours introductif à la conférence. “Pour ce faire, les petits producteurs du monde en développement doivent s'intégrer dans des chaînes de valeur viables et durables.”

La conférence était intitulée “Resserrer les liens: des chaînes de valeur agricoles au profit des



Tri manuel d'arachides au Malawi.



Récolte du thé au Rwanda.

petits producteurs”. Ce thème revêt une importance considérable. Afin de nourrir neuf milliards de personnes d’ici 2050, les quelque 500 millions de petits producteurs dans le monde doivent s’intégrer à des chaînes de valeur efficaces.

Ces dernières années, de nombreux événements ont été consacrés au développement des chaînes de valeur. Toutefois, c’est la première fois que la question était envisagée dans une optique de regroupement aussi large d’intérêts, d’organisations et de participants. La conférence “Resserrer les liens” était organisée par le CTA et hébergée par la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique (UNECA), avec des contributions importantes d’une vingtaine d’organisations. Plus de 500 participants étaient présents, représentant 69 nationalités et plus de 250 organisations différentes. Environ un

tiers d’entre eux émanaient du secteur privé. La conférence comportait deux communications principales, quatre tables rondes, vingt sessions parallèles et une journée de visites de terrain à Addis-Abeba et dans les environs, à laquelle bon nombre de participants ont pris part.

Si le terme “chaîne de valeur” est largement utilisé par le secteur privé depuis un certain temps, il n’a été adopté que récemment par les professionnels du développement agricole. Il définit une chaîne coordonnée et collaborative au sein de laquelle les producteurs répondent à une demande spécifique des consommateurs et où la valeur est ajoutée tout au long des divers segments de la chaîne. Dans de nombreux pays en développement, les chaînes de valeur commencent à remplacer les transactions ponctuelles traditionnelles - par exemple entre les producteurs et les négociants - à travers une série de relations gérées impliquant les producteurs, les fournisseurs d’intrants, les services de conseil, les transformateurs, les spécialistes de l’emballage, les transporteurs, les gestionnaires d’entrepôts, les acheteurs et les consommateurs. Les chaînes de valeur sont déterminées par le marché. Le secteur privé joue un rôle central dans leur développement et leur succès.

IL Y A URGENCE

Lors de la session d’ouverture de la conférence, les intervenants ont insisté sur la nécessité d’augmenter la production agricole et de relier les petits producteurs aux marchés. L’Afrique était à l’honneur, en partie parce que la majorité des participants en étaient issus et également parce que le continent est à la traîne par rapport à d’autres régions du monde en développement, en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et la malnu-



© REUTERS/Thomas Mukoya

Transformation du thé au Kenya.

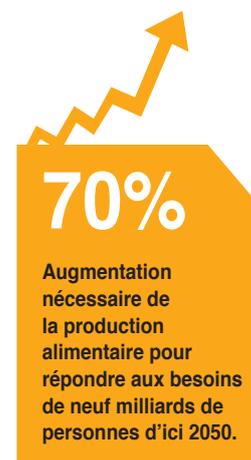
trition ainsi que le renforcement de la productivité agricole. Par exemple, les rendements céréaliers moyens en Asie du Sud sont de 4,5 t/ha, contre 1 t/ha en Afrique.

Ces dernières années, les dépenses de l'Afrique en importations de produits alimentaires ont augmenté à une vitesse alarmante, a expliqué Josué Dioné, alors directeur de l'Uneca en charge de la sécurité alimentaire et du développement durable. "Nous devons réclamer notre part du marché mondial", a-t-il affirmé. "Nous ne manquons pas de ressources hydriques et foncières et l'Afrique dispose d'un potentiel important pour augmenter sa production alimentaire et satisfaire ses propres besoins. Nous devons augmenter la production alimentaire et développer des chaînes de valeur complètes qui intègrent les petits pro-

ducteurs dans les marchés commerciaux."

La croissance agricole représente une voie essentielle pour sortir de la pauvreté. "Pour les plus pauvres, la croissance agricole est environ quatre fois plus efficace pour générer des revenus que la croissance extérieure au secteur", a affirmé Michael Hailu. En effet, lorsque les rendements augmentent de 10% en Afrique, la pauvreté chute de 7%. La croissance n'a pas le même impact dans les secteurs manufacturier et des services.

Avant de déclarer la conférence ouverte, Wondiraf Mandefro Gebru, ministre éthiopien de l'Agriculture, a suggéré que l'espoir était permis et a souligné les progrès de son propre pays. L'Éthiopie, l'un des huit seuls pays à atteindre l'objectif du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de dépenser au



moins 10% du budget national dans l'agriculture, a un taux de croissance agricole annuel de 8% par an. Le pays a largement renforcé son soutien aux services de conseils agricoles et dispose actuellement d'autant d'agents de vulgarisation – environ 60 000 – que l'Inde, dont la population est quatorze fois plus nombreuse.

“Le potentiel de renforcement de la productivité de nos petits producteurs et d'approvisionnement des marchés locaux et étrangers est énorme”, a conclu le ministre. “Cependant, nous devons mieux comprendre le fonctionnement concret des chaînes de valeur, en particulier pour les petits producteurs, en les reliant aux intrants, au crédit et aux marchés.” Il a conclu en espérant que la conférence permettrait de comprendre comment y parvenir.

LE CONTEXTE

Dans son intervention inaugurale, David Hughes, professeur émérite en marketing alimentaire à l'Imperial College de Londres, a planté le décor en discutant des tendances alimentaires dans le monde et de leur impact sur les chaînes de valeur dans les pays en développement. “Au cours de ma carrière, la population mondiale a doublé pour atteindre sept milliards d'habitants et deux milliards devraient s'y ajouter d'ici 2050”, a-t-il commenté. En Afrique, la population devrait passer d'un à deux milliards durant cette période. “Pourrait-il s'agir d'une occasion commerciale phénoménale pour les producteurs du continent?”, a-t-il demandé.

Afin de satisfaire les besoins de neuf milliards de personnes d'ici 2050, la production alimentaire devra augmenter d'environ 70%. Il ne s'agit pas seulement de chiffres qui augmentent. Les pays en développement s'urbanisent.

Ainsi, la population de Dar-es-Salam, la capitale tanzanienne, devrait augmenter de 80 % ces quinze prochaines années et une classe moyenne de plus en plus importante demandera une alimentation plus variée, de très bonne qualité. Déjà, l'augmentation de la consommation de produits d'origine animale dans des pays comme la Chine a entraîné une augmentation de la demande de céréales pour l'alimentation du bétail. Cela explique en partie l'augmentation importante des prix des céréales ces dernières années.

David Hughes a mis en lumière une série d'autres tendances importantes. Les prix des aliments de base sont devenus de plus en plus volatiles suite à la crise des prix alimentaires de 2007-2008. Cette volatilité devrait se poursuivre dans un futur proche, avec des conséquences alarmantes pour les pays les plus pauvres, où les ménages dépensent une grande part de leurs revenus pour se nourrir. Ces dernières années, la grande distribution mondiale a commencé à s'étendre vers les pays en développement: la présence de Walmart devient ainsi de plus en plus palpable en Afrique. Cependant, les fournisseurs régionaux et locaux continueront à jouer un rôle de plus en plus important, en influençant à la fois les marchés et les prix alimentaires.

“Cette tendance est positive pour l'agrobusiness, mais critique pour les petits producteurs et les propriétaires de petits magasins”, a souligné David Hughes. “Les petits producteurs sont désavantagés mais pas condamnés.” Pour survivre et prospérer, ils devront tirer parti de leurs forces, notamment l'utilisation de la main-d'œuvre familiale, l'attention au détail et les avantages liés à leur proximité des marchés.

Le bien-être et la prospérité des producteurs des nations d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dépendra en grande partie de leur capacité à s’intégrer dans des chaînes de valeur viables. Comme le formule Jethro Greene, coordinateur en chef du Réseau des agriculteurs caribéens (Caribbean Farmers Network, CaFAN) : «Les agriculteurs doivent se considérer comme des hommes et des femmes d’affaires. Je veux que mes agriculteurs s’offrent les meilleures voies, comme ceux des Pays-Bas.»

PRINCIPAUX ENJEUX

Lors de la session plénière d’ouverture sur “Promouvoir des chaînes de valeur durables axées sur le marché”, les six intervenants de la table ronde ont trouvé de nombreux points d’entente. Ils se sont accordés pour affirmer que, bien que le secteur privé doive être une

force motrice pour les chaînes de valeurs, les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer dans la création de conditions optimales – l’environnement favorable – dans lesquelles les chaînes de valeur puissent prospérer. Les intervenants ont reconnu l’importance des systèmes d’information sur les marchés et des TIC pour relier les producteurs aux marchés. Tous ont été d’accord pour affirmer que les marchés locaux et régionaux joueront un rôle de plus en plus important pour les petits producteurs au cours des prochaines années. Ils ont également reconnu que les organisations et les coopératives agricoles doivent être davantage orientées vers les entreprises et avoir accès à de meilleures formations afin de promouvoir efficacement les intérêts de leurs membres. Ces thèmes sont expliqués plus en détail dans les chapitres suivants. ■



© Robin Hammond/Panos/Hollandse Hoogte

Entrepôt de tabac au Malawi.



80%

Proportion de nourriture produite en Afrique par les petits producteurs.



© REUTERS/Thierry Gouegnon

Traitement de noix de cajou dans une usine de transformation en Côte d'Ivoire.

Créer un environnement favorable à la croissance

Les gouvernements ont un rôle central à jouer dans l'instauration d'un environnement favorable. Cela passe notamment par la fourniture de biens et de services essentiels tels que les infrastructures, les soins de santé, la recherche et le développement agricoles, mais aussi par le maintien de la paix au sein des nations et entre elles. Les gouvernements doivent également s'efforcer de limiter la corruption et de faciliter les activités commerciales en réduisant les contraintes administratives auxquelles sont confrontées les entreprises.

L'expression "environnement favorable" peut paraître obscure au citoyen lambda qui voyage en matatu à Nairobi ou en taxi-brousse à Ouagadougou. Pourtant, ce concept revêt une importance cruciale pour le développement des chaînes de valeur. Dans son introduction à la session plénière sur le rôle des gouvernements dans la facilitation du développement des chaînes de valeur, Andrew Shepherd, conseiller technique senior du CTA en charge du développement par les marchés et coorganisateur de la conférence, a déclaré : "Il s'agit, selon moi, de la session la plus importante de cette conférence. Si l'environnement n'est pas favorable, alors tout le reste est une perte de temps."

Selon André Dellevoet, de l'Africa Enterprise Challenge Fund, les gouvernements africains se sont efforcés d'améliorer l'environnement favo-

nable, par exemple en investissant dans les infrastructures et en réduisant les conflits. Cependant des problèmes de taille demeurent. "De nombreuses sociétés et entreprises souffrent au quotidien d'entraves à leurs activités", a-t-il déclaré. Ces entraves peuvent être dues à divers facteurs tels que le manque d'accès au crédit, les barrières non tarifaires et des routes en mauvais état. Souvent, a-t-il poursuivi, entreprises et politiques s'imbriquent largement, ce qui n'est pas sans conséquences. "Vous pourriez penser qu'un blocage est d'origine administrative, mais vous constaterez très souvent que des responsables politiques agissent pour protéger leurs propres intérêts."

DÉFINIR L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Lors d'une session plénière précédente, Steve Wiggins, de l'Overseas Development Institute (ODI), a suggéré que les gouvernements devraient prendre des mesures essentielles afin d'aider les



10%

Proportion de dépenses publiques que les pays d'Afrique subsaharienne se sont engagés à dépenser dans l'agriculture. Moins de dix d'entre eux y sont parvenus à ce jour.

petits producteurs à bénéficier des chaînes de valeur. Avant tout, ils doivent créer un “climat propice à l’investissement rural”. Cela implique le maintien de la paix et de la sécurité, la stabilité macroéconomique, le soutien aux institutions de base, le respect des droits de propriété et un véritable droit du travail.

Les gouvernements ont également la responsabilité de fournir les biens et services de base tels que l’éducation, les routes, les soins de santé et le soutien à la recherche et au développement agricoles. En l’absence d’infrastructures de bonne qualité, les marchés efficaces ont peu de chance de prospérer. Tout porte à croire que les producteurs proches de routes accessibles en toutes circonstances s’en

sortent bien mieux que ceux qui en sont plus éloignés. Quant à l’argent dépensé en R&D agricole, il l’est presque toujours à bon escient, avec un ratio coûts-bénéfices pouvant aller jusqu’à 1 contre 20.

Un bon niveau de sécurité est également important. En son absence, les producteurs n’auront pas la confiance qui leur permettrait de tirer pleinement parti de leurs terres et de leurs compétences. Les banques et autres organismes seront peu enclins à concéder les crédits nécessaires à l’augmentation de la productivité et à l’investissement dans des projets agricoles à long terme, par exemple les cultures pérennes telles que le cacao, le café et la mangue. Cela implique non seulement de maintenir la paix entre les nations et en leur sein, mais



© IFAD/Susan Beccio

Pour aller au marché et y amener leurs produits, les producteurs se déplacent à pied, en vélo ou en voiture sur les routes rurales.

également de réduire les vols de cultures, ou la “délinquance agricole” comme on appelle ces pratiques dans les Caraïbes.

Les gouvernements sont également responsables de réduire l’incidence des pots-de-vin et de la corruption, qui sont une cause majeure de difficultés pour les producteurs et ceux qui transportent les produits agricoles vers les marchés. Non seulement la corruption entraîne à la hausse le coût du transport, mais elle nuit également aux consommateurs, obligés de payer des prix plus élevés pour couvrir les “taxes informelles” exigées par la police, l’armée, les officiers des douanes et autres. Ainsi, en Afrique de l’Ouest, une étude a montré que 61 routiers ont été arrêtés plus de 2 900 fois, soit 48

arrêts en moyenne par trajet. En moyenne, chacun a dû verser plus de 200 \$US et a perdu sept heures aux barrages routiers sur chaque trajet.

DES POLITIQUES EFFICACES

Il semble que nombre de gouvernements africains ont promis d’introduire des politiques visant à augmenter la production agricole et à améliorer la subsistance des petits producteurs, mais rare sont ceux qui sont parvenus à mettre leurs discours en pratique. En effet, moins d’un quart des pays d’Afrique subsaharienne ont atteint les objectifs du PDDAA tels qu’inscrits dans la Déclaration de Maputo de 2003, qui visent à consacrer au moins 10% des dépenses publiques à l’agriculture.



Dans certaines régions d’Afrique, un conducteur de camion doit déboursé plus 200 \$ US en pots-de-vin et perdre sept heures à des barrages routiers pour livrer son grain.

Silos à grains en Namibie.

Certains intervenants de la conférence se sont déclarés pessimistes quant à la capacité des gouvernements ACP à formuler des politiques pour encourager la croissance agricole. L'un d'entre eux a suggéré que de nombreux gouvernements comprennent mal les questions agricoles.

Jacqueline Mkindi, à la tête de l'association horticole de Tanzanie (Tanzania Horticultural Association), s'est montrée plus nuancée. Elle a déclaré que le gouvernement tanzanien pouvait se féliciter de sa politique Kilimo Kwanzi – "L'agriculture d'abord" –, qui vise à augmenter la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Cependant, l'interprétation et la mise en œuvre des politiques posent fréquemment problème. "Cela est souvent dû à des défaillances institutionnelles et à un manque de capacités au sein des ministères", a-t-elle affirmé. Elle a souligné qu'il était important

que le secteur privé coopère avec le gouvernement et a expliqué comment son association fournissait des formations et de l'équipement aux inspecteurs gouvernementaux.

Enfin, elle a fait savoir que les entreprises du secteur privé sont régulièrement confrontées à des défis liés au manque d'harmonisation des politiques entre les différents ministères, et entre les gouvernements nationaux et locaux. Il s'agit également de l'une des principales conclusions d'une étude approfondie de l'environnement favorable dans vingt pays, réalisée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses partenaires. Nombre de mesures nécessaires pour améliorer les chaînes de valeur et renforcer la productivité impliquent plusieurs ministères, notamment ceux en charge de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des affaires étrangères, de la santé et des finances. Inévitablement, cela signifie que l'élaboration des politiques peut être longue et complexe.

Certains intervenants ont suggéré que les gouvernements doivent aller au-delà de l'environnement favorable. Parfois, il faut intervenir directement. Des exemples des Caraïbes et du Pacifique ont été évoqués, deux régions qui ont beaucoup de points communs. Les ménages de producteurs de ces États insulaires dispersés produisent des quantités de nourriture relativement limitées. Les producteurs vieillissent, leur instruction est limitée et, à quelques exceptions près, ils sont plutôt mal organisés. Dans les deux régions, la contribution de l'agriculture au PIB est en déclin et leurs habitants dépendent largement des importations alimentaires. D'où l'appel fréquent à des politiques encourageant la substitution des importations.



Un jeune approvisionne les rayons d'un magasin de produits de santé à base de cacao en Côte d'Ivoire.

Donald Keith Amiel, du groupe caribéen du poulet de chair (Caribbean Broilers Group), a affirmé que les producteurs locaux doivent se battre contre de gros importateurs commerciaux déterminés à conserver leurs profits et les politiciens qui les soutiennent. Cependant, certains gouvernements insulaires s'efforcent à présent de protéger les producteurs locaux. Par exemple, l'industrie de la volaille en Jamaïque a bénéficié de l'imposition d'une taxe de 200% sur les importations étrangères bon marché. "Cela a permis de stimuler la production, à tel point que 35% des œufs et de la volaille jamaïcains sont désormais produits localement par de petits producteurs", a déclaré Donald Keith Amiel.

Dans le Pacifique, les gouvernements ont également introduit une série de mesures afin d'aider les producteurs locaux. Ainsi, Fidji a imposé des tarifs à l'importation et certains États insulaires subventionnent à présent le transport maritime entre les îles afin d'en réduire les coûts. "Cela aide les producteurs locaux à demeurer compétitifs", a déclaré Tim Martyn, du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SCP).

L'IMPORTANCE DE LA CONFIANCE

La confiance est importante. C'est l'un des messages essentiels de la conférence. "Il s'agit d'une question très importante. Les chaînes de valeur ne fonctionnent tout simplement pas sans elle", a affirmé Ellen Olafsen d'InfoDev, un programme de partenariat international de la Banque mondiale. "L'instauration d'un climat de confiance est, dans une certaine mesure, liée à l'action des gouvernements." Cette action doit être prévisible et les gouvernements ne doivent pas modifier les règles du jeu. Autrement dit, les producteurs et tous ceux qui sont impliqués dans les chaînes de valeur doivent savoir ce qu'ils peuvent attendre du gouvernement.

Joost Guijt, chercheur à l'Université de Wageningen, a ouvert la session plénière intitulée "Impliquer les petits producteurs dans des chaînes de valeurs modernes" avec le compte-rendu d'un projet examinant les ingrédients du succès. Avec ses collègues, il a identifié la confiance comme l'un des ingrédients essentiels du succès des chaînes de valeur. Les producteurs doivent faire confiance à leurs fournisseurs d'intrants et les acheteurs, aux producteurs. En fait, tous les acteurs d'une chaîne de valeur doivent se faire mutuellement confiance, qu'il s'agisse d'ONG, de gouvernements, d'organisations de producteurs ou de financeurs.

L'instauration d'un environnement favorable à la croissance agricole est un processus long et difficile. Cependant, les gouvernements ne devraient pas être rebutés par l'idée qu'ils doivent aspirer à la perfection, a suggéré Steve Wiggins. « Il suffit de regarder la Chine et les réformes introduites dans les années 70 », a-t-il ajouté. « Il a suffi d'actionner quelques leviers et tout s'est enchaîné. » Des mesures relativement limitées encourageant l'investissement et l'innovation ont suscité une croissance économique rapide.

Steve Wiggins a ajouté qu'il n'était pas nécessaire d'aller jusqu'en Asie pour trouver de bons exemples d'instauration d'un environnement favorable. Ainsi, le gouvernement ghanéen a introduit une série de réformes dans les années 80, notamment des investissements dans les routes, dans l'énergie et la modernisation de l'économie agricole, qui ont bénéficié aux zones rurales. Ces réformes et la focalisation du Ghana sur les petits producteurs ont renforcé la production alimentaire et fait décliner la pauvreté rurale. Les pays ACP peuvent en tirer des leçons majeures. ■



49%

Proportion d'un échantillon de routiers au Mali ayant fait état du harcèlement policier comme principale entrave au transport de marchandises.

Le pouvoir de l'information

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle essentiel dans le développement de chaînes de valeur efficaces et transparentes. Les téléphones mobiles et autres technologies fournissent aux producteurs des informations sur tous les sujets, des maladies qui frappent les cultures aux prix du marché. Ils aident également à faire le lien entre les organisations et les individus impliqués dans la production, la transformation, la vente et la consommation de produits agricoles.

En 2000, on ne recensait que 16,5 millions d'abonnements de téléphonie mobile en Afrique. Aujourd'hui, ils sont environ 700 millions et le nombre de personnes sur le continent ayant accès aux téléphones mobiles est plus important que ceux qui ont accès à l'eau potable. Ces dix dernières années, les téléphones mobiles, qui sont l'instrument majeur des technologies de l'information et de la communication (TIC) avec la radio, sont passés du statut de luxe réservé aux riches à un produit essentiel pour tous. Selon un rapport récent de Transform AFRICA, publié par la Banque mondiale, les TIC contribuent à 7% du PIB africain. C'est en partie dû à l'usage qu'en font les producteurs et les autres acteurs du secteur alimentaire.

Lamon Rutten, en charge du programme "Politiques, marchés et TIC" du CTA, a suggéré que la conférence "Resserrer les liens" avait changé les façons de penser et d'agir des gens face à certaines questions. "Je pense que la conférence a encouragé les organisations participantes à envisager les TIC comme des facteurs essentiels du développement des chaînes de valeur plutôt que comme des options", a-t-il déclaré.

Deux des sessions parallèles étaient explicitement consacrées aux TIC et à leur utilisation dans la promotion des chaînes de valeur. L'une d'entre elles, modérée par Ken Lohento, coordinateur du programme du CTA sur les TIC, a exploré l'utilisation des services mobiles dans le renforcement des chaînes de valeur agricoles pour les petits producteurs. L'autre, facilitée par Vincent Fautrel, coordinateur senior du programme sur les Chaînes de valeur du CTA, a examiné les systèmes d'information de marché et les chaînes de valeur, en mettant l'accent sur le rôle des partenariats public-privé.

LES PRIX NE SONT PAS TOUT

Ces dix dernières années, les systèmes d'information de marché sont devenus de plus en plus sophistiqués et bien plus diversifiés. Les modèles de première génération fournissaient simplement aux producteurs et aux décideurs politiques des informations sur les prix des cultures dans les journaux, sur des tableaux et à la radio. Ceux de deuxième génération, qui remontent à une dizaine d'années et impliquent les secteurs privé et public, fournissent aux producteurs et aux négociants des informations non seulement sur les prix du mar-



Les résidents de la municipalité de Kilosa écoutent leur radio communautaire.



© IFAD/Mwanzo Mllinga

Un cultivateur communique les prix du marché à son groupe de producteurs en Tanzanie.

ché mais également sur d'autres sujets. "Les TIC et les solutions basées sur la téléphonie mobile sont de plus en plus utilisées pour une communication dans les deux sens – par exemple entre les producteurs et les marchés ou les agences de vulgarisation –, ce qui améliore l'efficacité au sein de la chaîne de valeur", a déclaré Vincent Fautrel.

Les producteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur peuvent à présent bénéficier d'une grande variété d'applications issues des TIC, adaptées à la demande et aux besoins à diverses étapes de la chaîne de valeur. Alors que les producteurs peuvent demander des informations sur les conditions climatiques ou les variétés culturelles, les agences gouvernementales peuvent quant à elles s'informer sur les rendements et la disponibilité des cultures. Les TIC sont également utilisées comme service bancaire virtuel. L'exemple le plus

connu est le M-Pesa de Safaricom, qui permet aux producteurs kenyans et tanzaniens d'acheter et de vendre des biens via leur téléphone.

"Les téléphones mobiles participent à l'émancipation des petits producteurs qui n'ont pas accès aux services de vulgarisation et de conseil classiques", a déclaré Ken Lohento. Les Caraïbes sont l'une des nombreuses régions où les téléphones aident à connecter les producteurs avec l'information sur tous les sujets, des marchés à la météo. Ces services les aident à planifier leur calendrier culturel de manière plus efficace. Ils servent également de système d'alerte précoce. "Les pertes agricoles lors de l'ouragan Sandy auraient été bien plus importantes s'il n'y avait pas eu le service de SMS alertant les producteurs sur l'attitude à adopter", a expliqué Peter Thompson, de l'autorité du développement agricole et rural



700 millions

Nombre d'abonnements de téléphonie mobile en Afrique en 2012, contre 16,5 millions à peine en 2000.

Les téléphones portables sont d'une aide précieuse aux petits producteurs hors de portée des services de vulgarisation.



© Pete Lewis/Department for International Development

Un cultivateur de café s'informe des derniers prix en appelant un numéro d'information spécifique de la Bourse éthiopienne du café.

de Jamaïque (Jamaica's Rural Agricultural Development Authority).

Lors de la conférence, deux projets particulièrement réussis pour le développement de systèmes d'information pour les producteurs ont été présentés. En Inde, Reuters Market Light (RML) a été le premier à lancer un service de téléphonie mobile destiné à soutenir les producteurs de treize états. En utilisant une carte achetée chez les commerçants des zones rurales, les producteurs ont accès à des informations variées, notamment des conseils sur les cultures, les prévisions météorologiques, les prix des marchés locaux et les produits internationaux. L'information couvre quelque 300 cultures et variétés et 1 300 marchés, pour plus d'un million d'abonnés dans quelque 50 000 villages. Selon RML, ce service a fait augmenter les revenus des utilisateurs de jusqu'à 10 %.

Au Ghana et à Maurice, Esoko a mis sur pied une plateforme technologique et un service de consultation qui informent les producteurs, les organisations commerciales et les agences gouvernementales. Tout comme RML, Esoko collecte et fournit des informations diverses sur les prix, la météo et le savoir-faire agricole. Les producteurs peuvent s'inscrire sur Esoko pour recevoir un ensemble de services de conseil hebdomadaire. L'entreprise estime qu'elle a contribué à une hausse des revenus de 10%, voire davantage. Les entreprises peuvent elles aussi utiliser Esoko pour suivre les personnes, la fréquence des visites de terrain, les prix du marché, les crédits d'intrants, etc. Tout ceci permet d'éviter les anciennes et fastidieuses façons de faire du commerce par écrit.

LE CONTENU EST VITAL

Selon Vincent Fautrel, deux éléments essentiels

ont émergé de sa session sur les systèmes d'information de marché. "Il semble évident que les nouveaux 'modèles d'entreprises' ne sont pas encore durables financièrement", a-t-il commenté. L'expérience d'Esoko et de Reuters Market Light montre que l'information de marché ne peut être fournie aux petits producteurs uniquement sur une base commerciale. Des partenariats public-privé impliquant le soutien du gouvernement seront la meilleure option pour l'avenir proche. Certains producteurs sont disposés à payer pour l'information mais nombre d'entre eux n'en ont pas les moyens.

Le deuxième élément est lié à l'importance de fournir des informations de bonne qualité. Il ne suffit pas de remplacer les anciens moyens de communication avec les producteurs – par exemple, les bulletins radios – par des SMS. Si l'information est médiocre, cela desservira les producteurs. "Il faut combiner différents outils et canaux de transmission de l'information aux producteurs et aux autres acteurs de la chaîne de valeur, et s'assurer que cette information est opportune et pertinente", a déclaré Vincent Fautrel.

Les opérateurs mobiles cherchent à présent à développer des services d'information à valeur ajoutée, ainsi que les moyens de communication. Cela peut nécessiter la conclusion de partenariats avec des météorologues, des services de conseil, des entreprises commerciales, etc. Il faut également déterminer comment, précisément, ces diverses organisations se partageront les revenus.

Mark Davies, fondateur d'Esoko, a déclaré lors de la conférence qu'il était aussi exalté qu'en 1995 lorsqu'il avait créé le premier guide touristique sur New-York. "Cela fait six ans que je travaille dans le domaine de la technologie et de l'agriculture",

a-t-il expliqué. "C'est compliqué, déroutant et exaltant." L'un de ses objectifs est d'aider à créer un espace où les producteurs et les technophiles pourraient discuter des technologies les plus adaptées aux petites exploitations.

Les participants à la conférence qui ont assisté à la visite de la bourse éthiopienne d'échange de produits (ECX) ont découvert comment les systèmes d'information de marché et les TIC bénéficient aux petits producteurs en Éthiopie. Victoria Clause, de l'association mondiale des opérateurs mobiles (GSMA), s'est déclarée impressionnée par cette visite. Elle qui travaille actuellement sur l'initiative "Farmer", un partenariat public-privé qui soutient les opérateurs de téléphonie mobile et les organisations agricoles, est bien placée pour tirer les enseignements des résultats de la bourse d'échanges, créée en 2008.

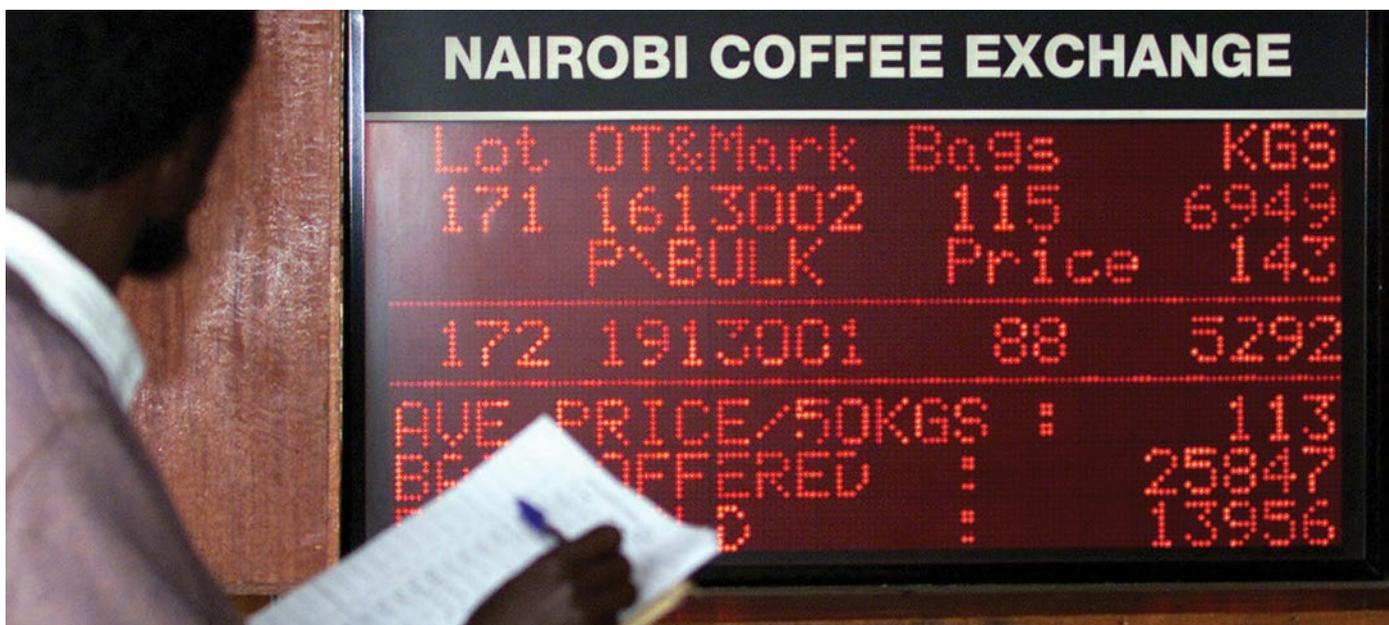
Sur son blog "MAgri", elle a déclaré que l'ECX était un excellent exemple de renforcement de la participation des producteurs aux chaînes de valeur. Les producteurs peuvent accéder aux informations sur les marchés en direct via leur téléphone mobile. Ils peuvent également obtenir des informations des 82 téléscripateurs électroniques dans les zones rurales ou via le site web de l'ECX. Le service d'information téléphonique automatique de l'ECX reçoit plus de 1,1 million d'appels par mois et le site web est visité 2 000 fois par jour, la moitié des visites provenant de l'extérieur d'Addis-Abeba.

"L'impact est clair", écrit Victoria Clause. Quelque 2,4 millions de petits exploitants sont connectés aux marchés nationaux via l'ECX. Les producteurs ont accès à des informations fiables en direct sur le marché, ce qui leur permet de décider quand vendre. ■



© Pete Lewis/Department for International Development

Classification du café en Ethiopie.



© REUTERS

Un négociant en café inscrit les prix à la vente hebdomadaire de la Bourse du café de Nairobi, Kenya.

L'équilibre instable du commerce mondial

Ces dernières années, on a constaté une augmentation importante du commerce agricole au sein des pays en développement et entre eux. Au lieu de se tourner vers le Nord, de nombreux producteurs du monde en développement se concentrent de plus en plus sur le commerce local et au sein des régions ACP. Cette tendance devrait se maintenir.

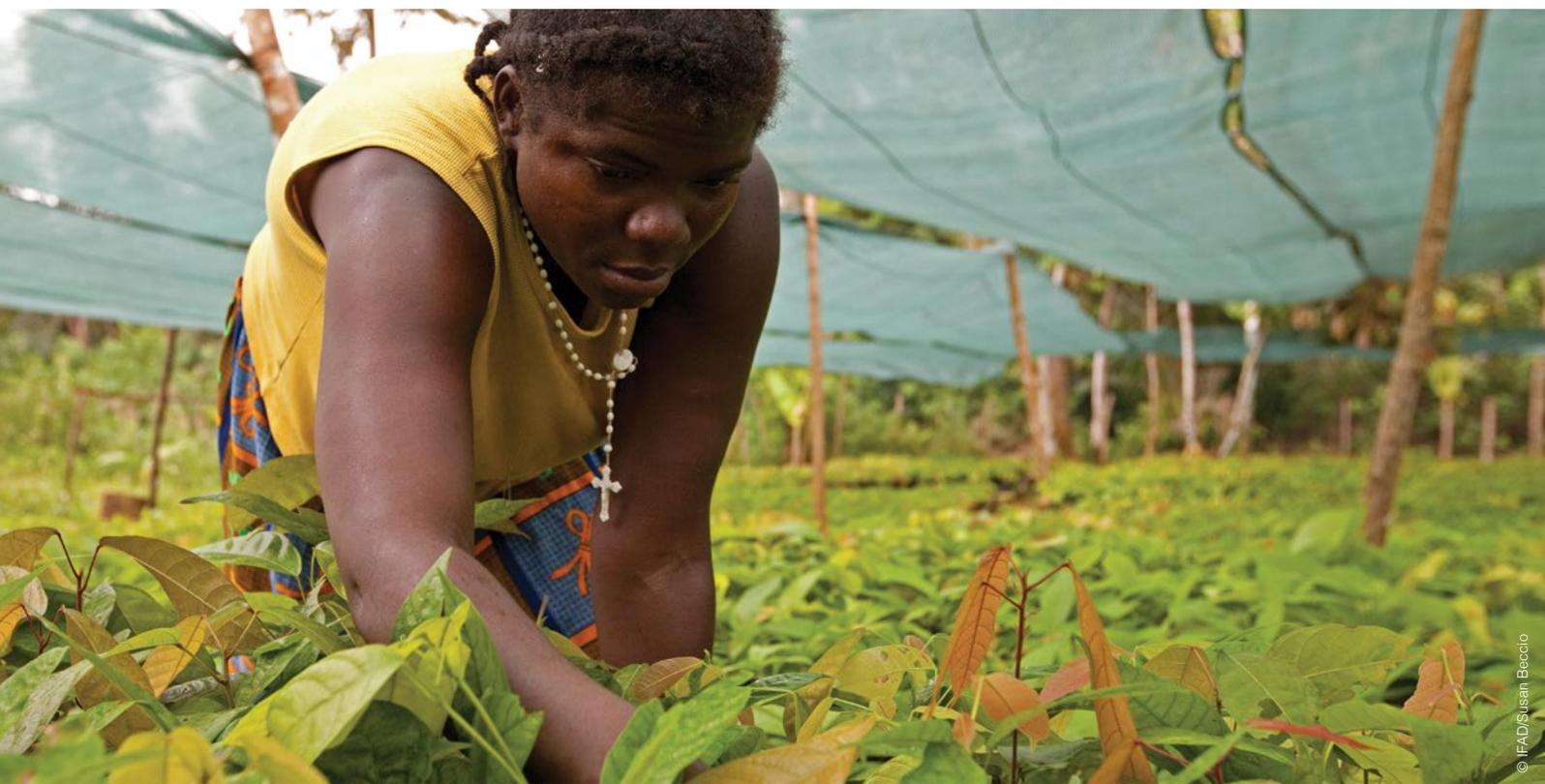


Tri de café Arabica dans une entreprise de transformation du café en Ethiopie.

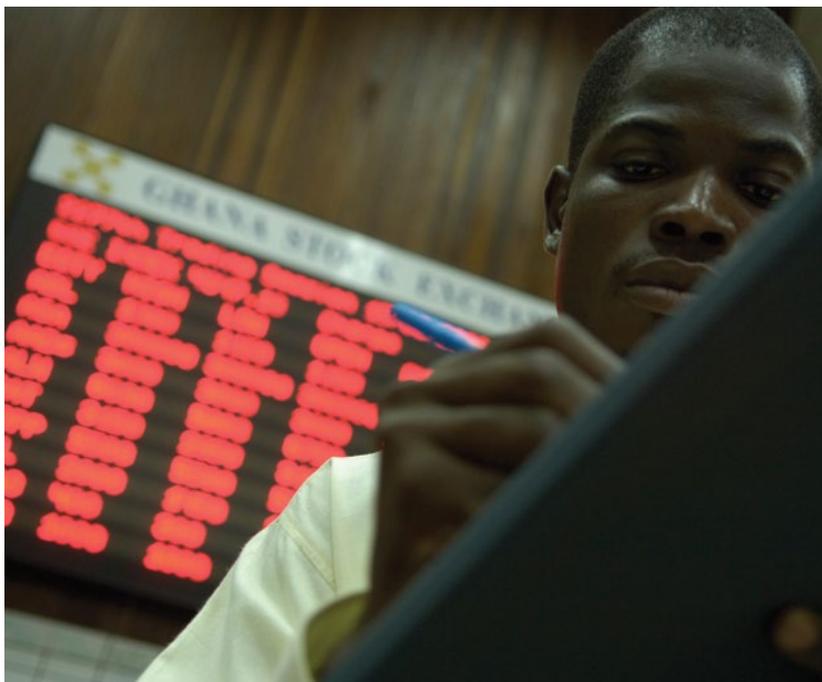
Ces vingt dernières années, les pays en développement ont augmenté leur part dans le commerce mondial, passant de 15,9 à 31,5%. De même, le commerce entre les pays en développement a augmenté de manière stable. En 2002, les pays en développement représentaient 39,2% des exportations des pays en développement. À présent, ce chiffre dépasse les 50%. En d'autres termes, le commerce Sud-Sud est devenu aussi important, voire plus, que le commerce Sud-Nord. "Selon moi, la conférence "Resserrer les liens" a aidé à mettre en lumière l'importance du commerce national et régional dans le monde

en développement", a déclaré Andrew Shepherd, du CTA. "Par le passé, on l'a souvent ignorée."

Le fait que le commerce régional et national augmente ne devrait pas être surprenant. Au moment où de nombreuses nations développées étaient confrontées à la récession, les économies d'Afrique subsaharienne ont connu une croissance d'environ 6% en 2012. Par ailleurs, leur urbanisation est rapide et les classes moyennes s'y développent, et avec elle la demande d'aliments plus variés, notamment de produits issus de l'élevage et de protéines. Tout ceci ouvre des opportunités commerciales importantes pour les producteurs agricoles.



Culture de cacao à São Tomé et Príncipe.



© Jonathan Ernst / World Bank

Négociant au travail à la Bourse d'Accra, Ghana.

Nombre d'intervenants de la conférence ont insisté sur le fait que le commerce au sein des pays en développement et entre eux est informel. En d'autres termes, il n'est pas pris en compte dans les statistiques gouvernementales. Par exemple, une récente étude de la GIZ a conclu que 80% du commerce agricole transfrontalier en Afrique de l'Est était informel. Pour l'élevage uniquement, l'ampleur du commerce informel est étonnante : on estime que chaque année, quelque 400 000 têtes de bétail traversent la frontière entre le Kenya et la Tanzanie, dans le cadre d'un commerce informel dans les deux sens. On observe une situation similaire dans de nombreuses autres régions du monde en développement et nous devrions envisager les données disponibles sur le sujet avec circonspection. Cependant, il ne fait aucun doute que l'importance du commerce local et régional dans la production agricole est croissante.

80%

Proportion du commerce agricole transfrontalier en Afrique de l'Est informel et non recensé dans les statistiques gouvernementales.

“Ces cinq dernières années, nous avons observé une évolution significative”, a expliqué Hasit Shah, du groupe Sunripe au Kenya, lors de la session plénière sur la promotion de chaînes de valeur durables axées vers le marché. L'entreprise de Hasit Shah se fournit actuellement en produits horticoles auprès d'environ 1 000 petits exploitants et exporte vers 30 pays. “Nous vendons davantage sur les marchés régionaux que par le passé et le marché local est également en expansion”, a-t-il déclaré. Le secteur horticole kenyan exporte à présent 1,2 milliard \$US de produits - fleurs coupées, fruits et légumes - par an. Toutefois, il est éclipsé par le marché local des légumes, estimé par Hasit Shah à quelque 3 milliards \$US par an, dont 90% est du ressort du commerce informel.

Dans son discours inaugural, David Hughes a pris l'exemple des exportations de fruits frais sud-africains pour illustrer l'importance croissante du commerce entre les pays en développement. En 1996, approximativement 75% des exportations de fruits frais sud-africains étaient destinées à l'Union européenne. Ce chiffre est à présent passé à environ 50%, les pays d'Afrique voisins représentant une part de plus en plus importante dans les exportations.

LE MONDE CHANGE

Vincent Fautrel, du CTA, a raconté aux participants une anecdote sur une négociante de 75 ans qu'il avait récemment rencontrée à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Elle lui a dit qu'elle se concentrait de plus en plus sur les États du Golfe et la Chine plutôt que sur l'Europe. En effet, les visas pour pénétrer dans l'UE sont devenus à la fois trop chers et trop difficiles à obtenir. La difficulté à obtenir des visas et le fait que les rencontres demeurent un aspect essentiel des relations commerciales internationales sont devenus une bar-

rière non tarifaire, encourageant les exportateurs ACP à se tourner vers l'Est et l'Ouest plutôt que vers le Nord. Les exportateurs de la conférence ont confirmé que c'était clairement le cas.

Plusieurs autres facteurs, notamment l'insistance des pays développés quant au respect de normes difficiles à satisfaire et l'érosion constante des accords commerciaux ayant donné aux pays ACP un accès préférentiel à l'UE, encouragent également les négociants des pays en développement à se tourner vers les marchés du Sud. Cependant, comme nous l'avons vu, le commerce transfrontalier dans les pays en développement soulève son lot de difficultés. Les infrastructures médiocres et les coûts élevés du transport sont dissuasifs. Les procédures administratives, les interdictions à l'exportation et à l'importation, les tarifs élevés

et la corruption entravent également le commerce intra-régional.

Durant la conférence, plusieurs intervenants ont mis en avant des projets régionaux qui ont participé à l'intensification du commerce. Citons notamment un programme financé par l'Italie pour promouvoir la sécurité alimentaire dans quinze pays des Caraïbes. Lancé par la FAO et le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) en 2003, le projet portait notamment sur le développement des chaînes de valeur des ananas frais à la Dominique, des oignons à la Barbade, de la sauce aux piments forts à Belize et la salade de fruits à Sainte-Lucie. "Le projet est parvenu à obtenir de bons résultats dans un laps de temps relativement court", a déclaré Heiko Bammann, chargé du développement des entreprises à la FAO. Outre qu'il



Chargement et déchargement de conteneurs à Dar Es Salaam, Tanzanie.

a renforcé les chaînes de valeur viables reliant les petits producteurs et les acheteurs et les transformateurs, le projet a largement amélioré l'accès des communautés rurales à toute une gamme d'aliments de bonne qualité.

La dernière session plénière de la conférence a débuté avec une intervention stimulante de Daniel Gad, propriétaire et directeur général d'Omega Farms Plc, premier producteur de légumes en Éthiopie. Daniel Gad, qui avait effectué l'essentiel de sa carrière dans l'industrie des télécommunications aux États-Unis avant de retourner dans son pays natal, a également insisté sur l'importance d'encourager le commerce local et régional. "Pour ce faire, nous devons développer de nouvelles infrastructures de stockage, de transformation et d'emballage", a-t-il déclaré. "Elles n'ont pas besoin d'être centralisées. Elles peuvent être situées

au niveau des villages. Parallèlement, nous devons encourager des liens plus étroits entre le secteur privé et les petits producteurs."

Et bien, c'est exactement ce que l'entreprise de Daniel Gad a fait en Éthiopie. "Les plus grands producteurs alimentaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sont les petits producteurs. Nous, entrepreneurs, devons tirer parti de leurs connaissances et de leurs compétences afin d'améliorer les produits et les rendements", a-t-il déclaré. Pour ce faire, la solution la plus efficace est le regroupement de milliers de producteurs afin qu'ils travaillent ensemble dans un objectif commun. En résumé, il faut organiser les producteurs et perfectionner et développer les chaînes de valeur afin d'augmenter la productivité, de renforcer les revenus des producteurs et de développer de nouveaux liens commerciaux. ■



31,5%

Part des pays en développement dans le commerce mondial. Ce pourcentage a doublé en 20 ans.



Chargement de fèves de cacao sur un cargo en Côte d'Ivoire.



© REUTERS/Thierry Gouegnon

Transport de boîtes de cacao liquide dans une usine de traitement du cacao en Côte d'Ivoire.



© Jocelyn Carlin/Panos/Hollandse Hoogte

Un conteneur entrant dans le port de Nuku'alofa, Tonga.



Essais de batteuse à Axum, Ethiopie.

© Michael Shiferaw, ATA



Station de collecte de cacao organique à São Tomé et Príncipe.

© IFAD/Susan Beccio

Approches novatrices

Le succès des chaînes de valeur dépend de la collaboration efficace et transparente entre toutes les parties impliquées, des producteurs et des agences de vulgarisation aux transformateurs et aux distributeurs. Les partenariats sont au cœur de chaînes de valeur bien gérées. À l'avenir, les organisations de producteurs joueront un rôle de plus en plus important, mais de nombreux autres accords de partenariat peuvent également aider à développer et à maintenir les chaînes de valeur.

Le succès des chaînes de valeur dépend de la bonne volonté de toutes les parties impliquées - producteurs, organisations de producteurs, transformateurs, négociants, chercheurs, ONG, ministères - à communiquer, coordonner et collaborer. C'est l'un des messages essentiels de la conférence. "L'extension des chaînes de valeurs nécessite la collaboration d'une multitude d'acteurs différents", a expliqué Joost Guijt, de l'Université de Wageningen.

Les organisations de producteurs ont fortement contribué à l'amélioration des revenus des producteurs et à accroître leur influence dans l'élaboration des politiques. Les Caraïbes illustrent bien leur potentiel. Jethro Greene, coordinateur en chef du Réseau des agriculteurs caribéens (Caribbean Farmers Network, CaFAN), a souligné l'importance de l'alliance entre les petits producteurs, afin d'influencer les politiques et d'accéder aux marchés. Son organisation a aidé les agriculteurs à augmen-

ter leur part des marchés locaux et régionaux et les a encouragés à développer des relations durables avec les supermarchés. Le CaFAN encourage également les agriculteurs à grimper les échelons de la chaîne de valeur en s'impliquant dans la transformation des produits agricoles.

En Éthiopie, l'Agence de transformation agricole (Agricultural Transformation Agency, ATA) a largement investi dans le renforcement des coopératives et des organisations appartenant aux producteurs. En Afrique, l'histoire des organisations et des coopératives de producteurs est mitigée, selon le directeur exécutif de l'ATA, Khalid Bomba. "Trop souvent, elles ont été marquées par la corruption et l'inefficacité", a-t-il déclaré. "Nous les formons afin de les encourager à se considérer comme des entreprises."

Une session particulière consacrée aux organisations de producteurs a permis d'insister sur l'importance d'une bonne formation. "Les orga-

nisations de producteurs doivent développer leurs capacités de gestion afin d'améliorer leurs services aux petits producteurs et de les aider à devenir plus compétitifs", a expliqué Fadel Ndiame, de l'AGRA. Keeley Holder, du CaFAN, a suggéré que les organisations de producteurs devraient améliorer la compréhension qu'ont leurs membres des besoins et des exigences des acheteurs.

CRÉATION DE VALEUR PARTAGÉE

Bien que le développement de chaînes de valeur prospères dépende largement de l'implication du secteur privé, les organisations non gouvernementales peuvent également jouer un rôle central. Larry Attipoe, de l'agence néerlandaise SNV, a déclaré que les ONG sont bien placées pour utiliser les fonds publics afin de tester de nouvelles approches et expériences.

Il a souligné que les entreprises du secteur privé impliquées dans l'achat et la transformation de produits agricoles sont souvent réticentes à l'idée d'être confrontées à de nombreux petits producteurs, notamment parce que le processus peut être complexe et que les coûts de transaction sont souvent élevés. Cependant, les ONG sont bien placées pour rassembler un grand nombre de petits producteurs, développer leurs connaissances et leurs compétences et les aider à améliorer la qualité de leurs produits. "Nous avons un avantage clair sur ce point, car nous comprenons les deux extrémités de la chaîne: les producteurs sur le terrain et les intérêts des entreprises du secteur privé", a déclaré Larry Attipoe.

Ecom Agroindustrial Corporation Ltd, une entreprise mondiale de commerce et de transformation spécialisée dans le café, le cacao et le coton, a reconnu le rôle important que peuvent jouer les ONG

dans le développement de chaînes de valeurs prospères. Au Kenya, Ecom a établi une société, Sustainable Management Services (SMS), qui a formé environ 85 000 petits producteurs de café. Cela a permis d'augmenter les rendements et la qualité, au bénéfice des ménages ruraux et de l'entreprise.

Jusqu'à présent, les dépenses courantes de SMS ont été financées par les bénéfices d'Ecom. Le coût des formations est principalement couvert par des subventions ou grâce à des partenariats entre Ecom et des ONG ou Ecom et des clients privés qui souhaitent promouvoir les activités de SMS. Selon le représentant d'Ecom, Thomas Delbar, ce modèle n'est pas durable. "Nous espérons que nous parviendrons à convaincre les producteurs de rétribuer modestement les services de vulgarisation", a déclaré Thomas Delbar. "En fin de compte, tout a un prix." Cette expérience constitue un excellent exemple de "marché agricole" inclusif bénéficiant aux deux parties – producteurs et acheteurs.

David Hughes, dans son intervention inaugurale, a parlé de l'importance grandissante des partenariats entre les entreprises et les exploitants. Par exemple, quelque 10 000 petits producteurs rwandais ont été formés à l'amélioration de leurs pratiques agricoles. Cette initiative a été soutenue par une entreprise familiale indépendante, Bettys and Taylors de Harrogate, au Royaume-Uni. La collaboration a permis d'augmenter l'approvisionnement en thé de haute qualité utilisé dans les mélanges "Yorkshire Tea" et Taylors a doublé le volume acheté au Rwanda. Les conditions de travail dans les plantations de thé se sont améliorées et le salaire minimum est à présent 40% plus élevé qu'avant le lancement du projet par Taylors. Les avantages environnementaux ont également été significatifs, comprenant notamment une grande

campagne de plantation d'essences locales. Par le passé, a expliqué David Hughes, les gens parlaient de responsabilité sociale des entreprises. À présent, ils se focalisent sur la "création de valeur partagée".

À PLUS GRANDE ÉCHELLE

Les associations interprofessionnelles gagnent en importance. Elles rassemblent des groupes divers avec un intérêt pour des produits ou des secteurs spécifiques et peuvent regrouper des producteurs, des acheteurs, des transformateurs, des exportateurs et des fournisseurs d'intrants. Ces associations peuvent jouer un rôle important en stimulant le dialogue politique avec les gouvernements, ainsi que sur les questions d'arbitrage, de détermination des normes et d'échange d'informations.

Un exemple de ce type d'association, décrit lors d'une session parallèle sur la gouvernance des chaînes de valeur, est l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB). Cette association rassemblant des producteurs et le secteur privé est parvenue à promouvoir les intérêts de la chaîne de valeur dans de nombreux secteurs. Elle a participé à la stabilisation du marché, à la promotion de l'innovation et de soutien technique et a attiré des financements.

Ces dernières années, l'influence des associations régionales s'est imposée. Certaines se focalisent sur les produits agricoles. Ainsi, le Conseil céréalier d'Afrique de l'Est (Eastern Africa Grain Council, EAGC) rassemble des producteurs, des négociants et des transformateurs. Le directeur exécutif de l'EAGC, Gerald Masila, a décrit comment, en sa qualité d'organisation sans but lucratif, elle dissémine et promeut l'échange d'informations sur tout ce qui affecte l'industrie céréalière régionale. Le CTA, l'un des partenaires de l'EAGC, soutient

actuellement la création d'associations interprofessionnelles régionales similaires dans d'autres régions d'Afrique.

Plus généralement, la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (Southern African Confederation of Agricultural Unions, SACAU) représente les organisations de producteurs et autres groupes au niveau régional. Son objectif est d'appuyer les activités menées au plan national à stimuler la compétitivité de la production et le commerce d'une large gamme de cultures et à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Pour ce faire, elle encourage des mesures qui augmenteront la productivité agricole et attireront l'investissement public et privé dans le secteur.

Il existe également, pour utiliser le jargon de cette journée, des plateformes multi-acteurs au niveau mondial. Selon Florence Tartanac, de la FAO, des forums tels que la Plateforme pour la consommation et la production durables du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et le Groupe d'action agroalimentaire de la FAO et du PNUE ont joué un rôle important en rassemblant gouvernements, secteur privé et société civile. Ils aident à améliorer la communication et la collaboration.

Qu'il s'agisse d'organisations de producteurs, d'associations interprofessionnelles ou de plateformes multi-acteurs mondiales, il faut améliorer les relations entre tous ceux qui sont impliqués dans la chaîne de valeur, du champ à l'assiette. ■

"La plupart des gens, dans les pays ACP, ont encore du mal à manier le concept de chaînes de valeur appliquées à l'agriculture. Des méthodes ciblées et du matériel de formation doivent donc impérativement être développés."

Andrew Shepherd, Conseiller technique senior, Développement par les marchés, CTA.



© REUTERS/Luc Gnago

Traitement de fèves de cacao à San Pedro, Côte d'Ivoire.

Pour en savoir plus

Accédez à des ressources clés sur les chaînes de valeur en visitant le site de la conférence à l'adresse suivante : <http://makingtheconnection.cta.int/fr/ressources>. Ces ressources à télécharger sont limitées à celles qui couvrent les problèmes généraux des chaînes de valeur, que leur application soit mondiale ou régionale. Les études nationales ne sont pas citées mais des liens vers des sites web proposant de telles études sont indiqués.

- **Les chaînes de valeur dans la pratique**
 - Agro-industrie,
 - Relier la ferme au marché
 - L'agriculture contractuelle
 - Financement
 - Technologies de l'information et de la communication (TIC)
 - Commerce structuré
- **Actualités**
 - Gouvernance
 - Genre
 - Chaînes inclusives
 - Articles généraux
- **Approches méthodologiques**
- **Durabilité et certification**
- **Formation et promotion**
- **Principaux sites web**



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des Etats du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées. Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.



Pour de plus amples informations sur le CTA,
visitez www.cta.int



Inclure les petits producteurs dans les chaînes de valeur est promesse d'avenir



Centre technique de coopération agricole et rurale
ACP-UE (CTA)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas
www.cta.int